

Katia de Queiros Mattoso, Idelette Muzart, Fonseca dos Santos
et Denis Rolland (dir.) : *Les femmes dans la ville : un dialogue
franco-brésilien*

Marie-Claude Dupont

Volume 10, numéro 2, 1997

Territoires

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057949ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057949ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dupont, M.-C. (1997). Compte rendu de [Katia de Queiros Mattoso, Idelette Muzart, Fonseca dos Santos et Denis Rolland (dir.) : *Les femmes dans la ville : un dialogue franco-brésilien*]. *Recherches féministes*, 10(2), 228–230.
<https://doi.org/10.7202/057949ar>

Katia de Queiros Mattoso, Idelette Muzart, Fonseca dos Santos et Denis Rolland (dir.) : *Les femmes dans la ville : un dialogue franco-brésilien*. Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1997, 170 p.

En janvier 1996 était créé le Centre d'études sur le Brésil à l'Université de Paris-Sorbonne. Ce nouveau centre collaborait, la même année, avec l'Institut de recherches sur les civilisations de l'Occident moderne et le centre Roland-Mousnier à l'organisation d'un colloque franco-brésilien sur *Les femmes dans la ville*. Le présent ouvrage constitue ainsi le collectif des actes de ce colloque, réunissant dix articles d'historiennes, de littéraires et, dans une moindre mesure, de sociologues. Touchant tous, de près ou de loin, aux notions de femmes et villes, les textes étudient des époques, des lieux et des milieux variés et abordent surtout la question féminine avec des approches différentes. Bien que l'importance d'analyser l'action urbaine des femmes en relation avec celle des hommes soit annoncée en introduction et en conclusion de plusieurs articles, il demeure que les auteures développent principalement une analyse globale isolée de la «réalité féminine», laissant ainsi pour compte la dynamique relationnelle de genre nécessaire à l'approche féministe. Le dialogue franco-brésilien s'ouvre donc avec trois articles de chercheuses françaises traitant de thèmes français pour ensuite permettre aux Brésiliennes de partager leurs travaux portant aussi, à une exception près, sur leur pays.

Un peu comme une introduction à la complexité de la combinaison recherche urbaine et femmes, Yvonne Knibiehler expose bon nombre de questions soulevées par les membres chercheuses et intervenantes de l'association *Les femmes et la ville*, de Marseille. La relecture féministe de la ville trouve par la suite un solide fondement avec Monique Haicault qui favorise l'abaissement du mur de la division entre espace privé/espace public, entre public masculin/privé féminin et entre homme/femme. Cette approche qui fait des êtres humains des actrices et acteurs sociaux à part entière, s'avère d'autant plus pertinente qu'en France beaucoup de travaux portant sur la sphère dite publique qu'est la ville n'intègrent pas encore à égalité les citoyens et les citoyennes. Le cas des femmes y demeure souvent abordé de façon isolée, sans que ne soit pris en considération le rapport de genre. Cette transformation de l'analyse dans la recherche urbaine pourrait sans doute être le reflet de la fragile acquisition de ce que l'auteure appelle le «droit à la ville» pour les femmes, manifesté entre autres par le droit à prendre part activement à la production du cadre bâti. Haicault aborde donc la ville comme «ville-mouvement», ce qui lui confère un rôle à la fois socialisant et désocialisant, où femmes et hommes sont appelés à investir émotions et pulsions, sentiments souvent associés au seul espace dit privé.

Cette préoccupation d'analyse globale se retrouve également dans l'article d'Arlette Farge qui aborde les relations entre hommes et femmes à Paris au XVIII^e siècle. L'auteure va au-delà de la vision de séparation des sexes en analysant la complexité des rapports de genre dans ce siècle souvent défini comme celui des femmes. Celles-ci semblent plutôt vivre une «mixité sans parité». Car, autant leur présence dans les lieux publics de même que leurs activités sociales et politiques pourraient laisser croire à une grande liberté, autant la violence – plus vécue qu'imposée – rappelle l'inégalité marquant les relations de genre. Dans un contexte culturel où la relation se doit d'être

légitimée par le regard d'autrui, cette violence se constate tant au marché, dans la rue ou à l'atelier, qu'à la maison.

Portant sur le livre *La femme* (1859) de Nísia Floresta, le texte de Constância Lima Duarte aurait pu servir de transition entre les travaux français et les travaux brésiliens. Par le sujet même et l'utilisation de références françaises (Elisabeth Badinter, George Sand, Benoîte Groult), le thème de dialogue franco-brésilien trouve son sens. Nísia Floresta, considérée comme une des premières féministes brésiliennes, a vécu environ 28 ans hors du Brésil, notamment en France, et s'interroge sur la coutume bourgeoise française de l'époque de laisser les enfants en nourrice à la campagne. Cette coutume trouve son pendant au Brésil : les enfants de classes aisées étaient allaités puis élevés par l'esclave nourrice, la *mãe de criação* ou *mãe preta*. La distance physique, certes, divergeait puisque cette «mère noire» brésilienne demeurait sur la propriété des maîtres, mais ces pratiques se fondaient sur une série de croyances communes voulant que l'allaitement et les tâches maternelles étaient dégradantes et affaiblissaient les femmes.

Une distanciation de l'approche féministe s'installe avec l'article de Tania Grandon. L'influence des rapports de genre dans le lien unissant la femme à la ville devient plus discret, et cela le demeurera jusqu'à la fin du volume. La recherche est maintenant transportée à Itapuã, au Brésil, avec l'histoire des *ganhadeiras*, ces femmes qui, avant qu'arrive la glace dans les années 30, achetaient le poisson frais des pêcheurs, le cuisinaient et le revendaient au centre-ville à une trentaine de kilomètres du village. Elles détenaient évidemment un pouvoir économique. Toutefois, l'absence des hommes dans ce travail historique empêche toute analyse plus approfondie sur le statut réel des *ganhadeiras*.

À la distanciation de l'approche féministe s'ajoute une interprétation différente du thème «Femmes dans la ville» qui doit être interprété, pour les articles suivants, en matière de conditions de la population féminine urbaine. La relation dynamique des femmes avec la ville laisse la place à cette dernière comme lieu de contextualisation méthodologique. Joana Maria Pedro étudie tout d'abord les formes arbitraires de contrôle du corps féminin à Florianópolis, dans le sud du Brésil, aux XIX^e et XX^e siècles. Ainsi, les procès pour cas d'avortements, d'infanticides et d'abandons d'enfants ne se sont pas toujours soldés par l'application des codes pénaux en vigueur mais plutôt par des sanctions dictées par la valorisation de comportements féminins. Ici entrent en jeu les notions d'honneur et de déshonneur, de «nature féminine» et, par extension, la notion de femme dénaturée. Tout en restant dans la même région du pays et au XIX^e siècle, Sandra Pesavento soulève aussi le poids de la représentation imaginaire de «la femme» dans le jugement populaire d'une citoyenne. Son travail se fonde sur un ensemble de crimes connus comme «le cas de la charcuterie», commis par le boucher de la ville de Porto Alegre et sa maîtresse, Catarina, en 1864. Bien que le procès, objectif et sans préjugés, ait condamné à mort le boucher contre 20 ans de détention pour Catarina, l'imaginaire populaire urbain désigna Catarina comme principale responsable des meurtres. Les archétypes féminins de sainte et de sorcière sont venus nourrir l'histoire populaire de cette société patriarcale.

L'imaginaire populaire laisse la place à la littérature et à la presse écrite avec Maria Lígia Coelho Prado et Luzilá Gonçalves Ferreira. Après l'analyse de romans disponibles pour les femmes de Rio de Janeiro dans les premières décennies du XIX^e siècle, Prado réalise que les censeurs semblaient plus préoccupés par le contrôle d'idées touchant le domaine sociopolitique que par l'idée d'assurer une moralité chrétienne. On peut se demander ce que ces personnes auraient fait de la presse féminine à Recife, deuxième centre culturel de l'époque, quelques décennies plus tard. Dans son texte, Luzila Gonçalves Ferreira démontre que des femmes ayant pu profiter d'une éducation supérieure fondèrent des journaux destinés à leurs consœurs. Même si bon nombre d'entre eux portaient des noms de fleurs, leurs propos allaient au-delà du mythe de la nature féminine et certains auraient très bien assumé une orientation féministe. La presse féminine s'associait au mouvement de libération précédant la fondation de la République et l'abolition de l'esclavage pour prôner, certes, l'Abolition, mais aussi une émancipation des femmes passant par une éducation supérieure et une profession.

La société de frontière de l'Amazonie brésilienne est au centre de l'article de Maria Angela d'Incao. La sexualité intrafamiliale y fait partie des normes culturelles et ni le mariage ni la virginité ne constituent des valeurs. Une expression idiomatique de la région, citée par l'auteure, résume durement la réalité des femmes qui y vivent : «Si une fille, en Amazonie, est encore vierge à 11 ans, c'est qu'elle court plus vite que son père» (p. 122). Une recherche empreinte de relativisme culturel permet à l'auteure d'avancer que la prostitution des jeunes filles et des femmes n'est pas «avilissante et dégradante» puisque ces comportements sont socialement acceptés et ne se situent pas dans une société bourgeoise. L'article passe sous silence les impacts des viols et de l'inceste dans l'avenir psychologique des femmes, non influençable par les codes culturels d'une société androcentrique. Aucune référence n'est faite non plus aux résultats de recherches au Brésil démontrant les nombreux cas de violence contre les prostituées travaillant dans les *garimpos*, qui font partie de la société de frontière de Maria Angela d'Incao (voir les travaux de Gilberto Dimenstein (1992) et les résultats de la *CPI sobre a Exploração e Prostituição Infanto-Juvenil* de la *Câmara dos Deputados* (1995).

L'ouvrage *Les femmes dans la ville : un dialogue franco-brésilien* demeure une bonne source de réflexion sur le degré d'intégration des femmes dans la ville française et brésilienne. Cependant, une majorité d'articles coupe encore les femmes de leur pouvoir décisionnel dans la ville, et donc dans la sphère dite publique, en les isolant des hommes et en les étudiant comme de simples utilisatrices des services urbains. L'intégration ne se résume pas à une présence physique des femmes dans la ville : elle doit prendre en considération leur rôle de transformatrice de la ville. Comme l'écrit Monique Haicault, cette reconnaissance de leur rôle d'actrice sociale demeure la voie à suivre dans la recherche urbaine. À la relecture féministe de tracer tranquillement son chemin.

Marie-Claude Dupont
Étudiante de deuxième cycle
Département de géographie
Université Laval

RÉFÉRENCES

CÂMARA DOS DEPUTADOS

1995 *CPI destinada a apurar responsabilidade pela exploração e prostituição infanto-juvenil. Síntese do relatório final e cartilha de informações, presidente Marilu Guimaraes*. Brasília, Coordenação de publicações.

DIMENSTEIN, Gilberto

1993 *Les petites filles de la nuit : prostitution et esclavage au Brésil*. Paris, Fayard.

Françoise Gaspard (dir.) : *Les femmes dans la prise de décision en France et en Europe*. Paris, L'Harmattan, 1997, 223 p.

Depuis quelques années, les féministes françaises ont entamé une réflexion et ont créé des associations en vue d'obtenir la parité entre hommes et femmes dans la représentation politique. Cet ouvrage constitue en quelque sorte les actes d'une conférence nationale organisée par le réseau *Demain la parité*, conférence qui s'est tenue à Paris le 9 janvier 1996. Le réseau *Demain la parité* a vu le jour à la suite d'une conférence tenue à Athènes en 1992, sous les auspices de la Commission européenne. Ce réseau, qui s'est créé en France en faveur de la parité dans la représentation politique, essaie de regrouper des femmes de toutes allégeances politiques, restant fidèle au principe de la première pétition en faveur de la parité signée par des femmes politiques françaises appartenant tant à des partis de gauche qu'à des partis de droite, comme en témoigne sa composition : association catholique générale féminine, femmes diplômées, union professionnelle féminine, parité-infos, etc.

Dans la préface, Françoise Gaspard explique comment la revendication de la parité introduit une mutation dans la dynamique du mouvement des femmes en France, qui passe ainsi du terrain social au terrain politique. Elle reconnaît certes que le mouvement des femmes a toujours eu une signification politique, même si une définition essentiellement institutionnelle du politique lui a usuellement dénié ce caractère. Après avoir situé la revendication de la parité dans le sillage des conférences mondiales de l'ONU sur les femmes et des débats au sein des diverses instances de la Communauté européenne, elle analyse les situations extrêmement différenciées qui existent dans les divers pays membres de l'Union européenne : alors que la Suède compte 40 p. 100 de femmes parmi ses parlementaires, la France traîne de la patte avec un maigre 6 p. 100, devançant de très peu la Grèce, pays bon dernier dans ce domaine avec 5,6 p. 100 de parlementaires. Pour expliquer la difficulté de pays comme la France à intégrer un plus grand nombre de femmes dans la représentation politique, Françoise Gaspard explique le phénomène de deux façons : d'une part, elle invoque la notion de «fratriarcat», qui serait à la sphère publique ce que serait le patriarcat à la sphère privée (p. 32), reprenant à son compte les idées élaborées dans l'ouvrage de Carole Pateman sur la nature sexuée du contrat social¹; d'autre part, elle souligne que le développement du mouvement des femmes s'est fait dans la mouvance extraparlamentaire. Elle explique ensuite

1. Carole Pateman, *The Sexual Contract*. Stanford, Stanford University Press, 1988, 264 p.